

Groupement de Commandes Permanent



**GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT
DES CCI DE NOUVELLE AQUITAINE**

Coordonnateur du groupement :

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
TERRITORIALE DE LA VIENNE**

120 rue du Porteau Campus

86000 POITIERS

**MARCHÉ PUBLIC N° 2026_02_GCP_Energies
ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE ET L'ACHEMINEMENT EN ÉLECTRICITÉ ET EN GAZ NATUREL
ET SERVICES ASSOCIÉS**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

**DATE ET HEURE LIMITES DE
REMISE DES OFFRES**

**Lundi 22 juin 2026
À 16H00**

SOMMAIRE



1. DEFINITIONS ET GLOSSAIRE	5
1.1. DEFINITIONS.....	5
1.2. GLOSSAIRE ELECTRICITE.....	5
1.3. GLOSSAIRE GAZ NATUREL	8
2. OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES	9
2.1. OBJET DU CONTRAT.....	9
2.2. FORME DU CONTRAT	10
2.3. ALLOTISSEMENT ET QUANTITE	10
2.4. AJOUT/RETRAIT DE POINT DE LIVRAISON – TOUS LOTS	11
2.5. DUREE DU CONTRAT.....	11
2.5.1. <i>Durée de l'accord cadre</i>	11
2.5.2. <i>Durée des marchés subséquents</i>	11
2.6. VARIANTES.....	12
2.7. CLAUSE GENERALE DE REEXAMEN.....	12
2.8. MODIFICATION DU CONTRAT	12
3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	13
3.1. PIECES PARTICULIERES	13
3.1.1. <i>Pièces de l'accord cadre</i>	13
3.1.2. <i>Pièces des marchés subséquents</i>	13
3.2. PIECES GENERALES	13
4. PRIX DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSÉQUENTS LOT N°1 - ÉLECTRICITÉ.....	14
4.1. CONDITIONS DE PRIX DANS L'ACCORD-CADRE	14
4.2. CONTENU DES PRIX	14
4.3. STRUCTURE DES PRIX FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES.....	15
4.4. FORME DES PRIX FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES	15
4.5. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE FACULTATIVE – LOT N°1	15
4.6. COUT INDUIT PAR LE MECANISME DE CAPACITE	16
4.7. ÉVOLUTION DES PRIX	16
4.7.1. <i>Évolution du Turpe</i>	16
4.7.2. <i>Évolution du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par RTE</i>	16
5. PRIX DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSÉQUENTS LOT N°2 - GAZ NATUREL.....	16
5.1. CONDITIONS DES PRIX.....	16
5.2. CONTENU DES PRIX	17
5.3. STRUCTURE ET FORME DES PRIX FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES.....	17
5.3.1. <i>Structure des prix pour les marchés subséquents</i>	17
5.3.2. <i>Forme des prix pour les marchés subséquents LOT N°2 - Gaz Naturel</i>	17
5.4. ÉVOLUTION DES PRIX (ATRT ET ATRD)	18
5.5. ÉVOLUTION INDUITE PAR LES CERTIFICATS DE PRODUCTION BIOGAZ.....	18
5.6. STOCKAGE DU GAZ	19
6. CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIES (CEE).....	19

7. ÉVOLUTION INDUITE PAR LA REGLEMENTATION.....	20
8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	21
8.1. REGLES CONTRACTUELLES DEFINIES AU STADE DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	21
8.2. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	21
8.2.1. Conditions de la mise en concurrence.....	21
8.2.2. Documents remis aux titulaires	21
8.2.3. Modalités de remise de l'offre	22
8.2.4. Documents à produire au stade des offres	22
8.3. CRITERES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	22
8.3.1. Le critère financier (prix).....	23
8.3.2. Le critère technique.....	23
8.3.3. Classement final.....	23
9. MODALITE TECHNIQUE DE BASCULE	23
10. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ – TOUS LOTS	24
10.1. RATTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	24
10.1.1. Points de livraison non mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents.....	24
10.2. DETACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON.....	25
10.3. MODALITES D'ENVOI DES ORDRES DE SERVICE	26
11. GESTION DES DONNEES ET RELATIONS ENTRE LES MEMBRES, LE TITULAIRE ET GESTIONNAIRE DE RESEAU	26
11.1. RELATION ENTRE LE TITULAIRE ET LES MEMBRES (RESPONSABLE CLIENT)	26
11.2. RELATION ENTRE LE TITULAIRE DU MARCHÉ ET LE GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION	27
11.3. REUNIONS	28
11.3.1. Réunion de lancement	28
11.3.2. Réunion de bilan annuel.....	28
12. OPTIMISATION DES COÛTS D'ACCÈS AU RÉSEAU DE DISTRIBUTION - LOT N°1.....	28
13. FACTURATION.....	29
13.1. OBJET DE LA FACTURATION.....	29
13.2. PERIODICITE DE LA FACTURATION – LOT N°1.....	29
13.2.1. Points de livraison d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA	29
13.2.2. Points de livraison d'une puissance supérieure à 36 kVA.....	29
13.3. PERIODICITE DE LA FACTURATION – LOT N°2.....	30
13.3.1. Points de livraison sur une option tarifaire de distribution T3	30
13.3.2. Points de livraison sur une option tarifaire T2 et/ou T1.....	30
13.4. MODALITES DE FACTURATION ET MODE DE TRANSMISSION	30
13.4.1. Documents de facturation	30
13.4.2. Facturation groupée	31
13.4.3. Facturation détaillée.....	31
13.4.4. Pré-contrôle et gestion des erreurs de facturation	31
13.4.5. Paiement des sommes dues au titre de l'accès au réseau et des prestations spécifiques du catalogue du GRD.....	32
14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	32
14.1. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	33
14.2. MODALITES DE FACTURATION	33
14.2.1. Dispositions générales	33
14.2.2. Scission des flux de facturation par contrat.....	34
14.3. AVANCES.....	34
15. OBLIGATIONS.....	35
15.1. OBLIGATIONS DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	35

15.2.	OBLIGATIONS DES TITULAIRES DE CHAQUE MARCHÉ SUBSEQUENT.....	35
15.2.1.	<i>Clause environnementale</i>	35
15.2.2.	<i>Clause sociale</i>	35
15.2.3.	<i>Information liée à l'évolution du prix de la fourniture d'énergie électrique et de gaz naturel ...</i>	35
15.2.4.	<i>Communication de fichiers aux membres du groupement</i>	36
15.3.	INTERLOCUTEUR PRIVILEGE DU GROUPEMENT DE COMMANDES.....	36
15.4.	COMMUNICATION PAR LES TITULAIRES.....	37
15.5.	INFORMATION LIEE A LA MODIFICATION DES STATUTS DES TITULAIRES	37
16.	ESPACE CLIENT EN LIGNE	37
17.	MISE À DISPOSITION DES DONNEES DE CONSOMMATIONS DE FACTURATION	38
17.1.	FICHIER DES DONNEES DE CONSOMMATION ET DE FACTURATION.....	38
17.2.	FEUILLET RECAPITULATIF ANNUEL	38
18.	PENALITES	38
19.	AUTORISATION DE FOURNITURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL	40
20.	ASSURANCES	40
21.	CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	40
22.	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITÉ	40
22.1.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	40
22.2.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	41
22.3.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	41
23.	RESILIATION ET DEFAILLANCE.....	42
24.	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	43
25.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	44
26.	LISTE DES ANNEXES AU CCP.....	44

1. DEFINITIONS ET GLOSSAIRE

1.1. Définitions

« **Accord-cadre multi-attributaires** » : Permet de présélectionner plusieurs opérateurs économiques (fournisseurs d'électricité et/ou de gaz naturel) en vue de conclure un contrat avec le pouvoir adjudicateur établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée.

L'accord-cadre s'exécute par la conclusion de marchés subséquents lorsqu'il ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles et par émission de bons de commande lorsqu'il fixe toutes ces stipulations contractuelles.

« **Le Marché subséquent** » est le marché passé sur le fondement de l'Accord-Cadre. Il peut venir compléter les dispositions de l'accord-cadre sans le modifier substantiellement. Le marché subséquent est passé suite à la remise en concurrence des titulaires de l'Accord-cadre.

« **Les Titulaires de l'accord cadre** » sont les opérateurs économiques (fournisseurs d'électricité et /ou de gaz naturel) qui ont conclu l'Accord-Cadre avec le groupement de commandes.

« **Le Titulaire du marché subséquent** » est l'attributaire d'un marché subséquent, suite à remise en concurrence, étant entendu qu'il n'y a qu'un titulaire par marché subséquent.

1.2. Glossaire électricité

Basculement

Processus de transfert des points de livraison vers le périmètre d'équilibre du titulaire du marché. Le transfert est réalisé par le gestionnaire de réseau de distribution à la demande du titulaire.

BT

Basse tension en courant alternatif (Tension < 1 000 V)

CARD

Le contrat d'accès au réseau de distribution (CARD) est signé entre le gestionnaire de réseau de distribution et le client final. Le CARD définit les responsabilités du client et du gestionnaire de réseau de distribution en matière d'accès et d'utilisation du réseau sur le point de livraison concerné. Il précise notamment les conditions de raccordement, les modalités relatives au comptage et aux puissances souscrites ou injectées, les dispositions propres à la continuité et à la qualité de fourniture, ainsi que les tarifs.

Catalogue des prestations d'un gestionnaire de réseau (ENEDIS ou ELD) proposées aux clients et fournisseurs et producteurs

Tarifs publics des prestations de service du distributeur proposés à tous les utilisateurs du réseau public d'électricité qui lui est concédé.

Catalogue des prestations d'un gestionnaire de réseau (ENEDIS ou ELD) proposées aux responsables d'équilibre

Tarifs publics des prestations de service du distributeur proposé aux responsables d'équilibre.

COMPOSANTES TURPE

- **CG** : Composante annuelle de gestion
- **CC** : Composante annuelle de comptage
- **CS** : Composante annuelle des soutirages
- **CMDPS** : Composante mensuelle des dépassements de puissance souscrite

- **CER** : Composante annuelle de l'énergie réactive
- **CACS** : Composante annuelle des alimentations complémentaires de secours
- **CR** : Composante de regroupement
- **CDPP** : Composante annuelle des dépassements ponctuels programmés
- **CI** : Composante annuelle des injections

Contrat GRD-Fournisseur

Contrat définissant les droits et devoirs entre le fournisseur d'énergie électrique et le GRD en matière d'accès au réseau public de distribution, d'utilisation du réseau public de distribution, et d'échange des données nécessaires relativement aux points de livraison des clients raccordés au réseau public de distribution géré par le GRD, ayant pour objectif de permettre au fournisseur de proposer au client, dont il assure la fourniture exclusive, la conclusion d'un contrat unique regroupant la fourniture d'énergie électrique, l'accès au réseau public de distribution et son utilisation.

Contrat unique

Contrat regroupant la fourniture d'électricité, l'accès et l'utilisation des réseaux, conclu entre un client et un fournisseur d'électricité pour un ou des points de livraison. Conformément à l'article L111-92 du code de l'Énergie, la possibilité pour un fournisseur d'offrir un contrat unique à des clients est subordonnée à la signature préalable par le fournisseur d'un contrat avec le gestionnaire du réseau de distribution du territoire concerné.

CRE

Commission de Régulation de l'Énergie. Autorité administrative indépendante chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel en France, la CRE concourt au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel au bénéfice des consommateurs finaux et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique.

ELD

Entreprise Locale de Distribution compétente sur un territoire indépendant de celui du principal gestionnaire de réseau (ENEDIS).

ENEDIS

ENEDIS (Ex ERDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) : 95% du territoire français continental.

Garantie d'origine

Le système de garanties d'origine permet de labelliser la production d'électricité afin de montrer au client final qu'une part ou une quantité déterminée d'électricité est d'origine renouvelable ou produite par cogénération.

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Toute personne physique ou morale responsable de l'exploitation, de l'entretien et, si nécessaire, du développement du réseau de distribution dans une zone géographique donnée et, le cas échéant, de l'interconnexion avec d'autres réseaux. Cette personne est également chargée de garantir la capacité à long terme du réseau à satisfaire une demande raisonnable de distribution d'électricité.

HTA

Haute tension raccordée au réseau public de distribution (domaine compris entre 1 000 et 50 000 V).

NOME (Loi)

Loi N°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité.

Obligation de capacité

L'obligation de capacité désigne l'obligation, pour tout fournisseur, de contribuer à la sécurité d'approvisionnement en électricité conformément à l'article L. 335-1 du code de l'énergie en disposant, pour chaque année de livraison, de garanties de capacité valables pour cette année de livraison.

PDL

Point De Livraison de l'électricité. Appellation des références clients pour lesquels est acheminée l'électricité.

RAE

Référence Acheminement Électricité

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant légal du groupement de commandes, pour la phase de passation, signature et notification de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents.

Responsable d'équilibre

Opérateur qui s'est contractuellement engagé auprès du gestionnaire de réseau de transport d'électricité, RTE, à financer le coût des écarts constatés a posteriori entre électricité injectée et électricité consommée, au sein d'un périmètre d'équilibre contractuel.

Le responsable d'équilibre peut être un fournisseur d'électricité (français ou étranger), un consommateur (site d'un groupe, entreprise désignée par un groupe d'entreprises) ou n'importe quel tiers (banque, courtier...). Le périmètre d'équilibre contractuel est constitué par des moyens d'injection (sites physiques de production, achat en bourse ou à d'autres acteurs, importations) et des éléments de soutirage (sites physiques consommateurs, vente en bourse ou à d'autres acteurs).

Segment d'appartenance du point de connexion en soutirage ENEDIS

- **C2** : Point de connexion raccordé en HTA, auquel est associé un contrat unique et pour lequel la reconstitution des flux est assurée via la courbe de charge mesuré
- **C4** : Point de connexion raccordé en BT > 36 kVA, auquel est associé un contrat unique
- **C5** : Point de connexion raccordé en BT < 36 kVA, auquel est associé un contrat unique

Taxes et contributions : CTA – Accise sur l'électricité

- **CTA** : Contribution Tarifaire d'Acheminement. Finance la caisse nationale des industries électriques et gazières (CNIEG). La CTA est assise sur les éléments fixes du TURPE (composante de comptage, de gestion, part fixe de la composante des soutirages et des alimentations complémentaires et de secours). Son taux est défini par arrêté ministériel.
- **Accise sur l'électricité** : regroupe les 3 taxes de consommation finale de l'électricité dont la gestion est confiée depuis le 1^{er} janvier 2022 à la Direction générale des finances publiques :
 - La taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE),
 - La taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE),
 - La contribution au service public d'électricité (CSPE), parfois nommée taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE).

TRV

Tarifs Réglementés de Vente fixés par les pouvoirs publics. Tarifs bleus : tarifs inférieurs à 36 kVA. Tarifs jaunes, verts : tarifs supérieurs à 36 kVA.

TURPE

Les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) ont été fixés par la loi du 10 février

2000. Cette loi précise que les modalités de mise en œuvre et les évolutions de ce tarif sont définies par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et approuvées par décisions ministérielles. Ce tarif est payé par tous les utilisateurs des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité et est conçu pour apporter un financement à l'entretien, à la gestion et au développement de ces réseaux.

TVA

Taxe sur la Valeur Ajoutée. Assise sur l'ensemble de la facture au taux de 20% actuellement en vigueur (y inclus sur les taxes CTA, CSPE et TCFE). Les taxes et contributions sont facturées par les fournisseurs d'électricité au client final.

1.3. Glossaire Gaz Naturel

ATRT

Accès des Tiers au Réseau de Transport est le tarif qui permet de rémunérer les GRT.

ATRD

Accès des Tiers au Réseau de Distribution est le tarif qui permet de rémunérer les GRD.

Catalogue des prestations d'un gestionnaire de réseau (GRDF)

Ensemble des prestations proposées aux clients, fournisseurs et producteurs, dont les prestations de base sont couvertes par le tarif d'acheminement, les autres prestations étant payantes à l'acte ou récurrentes.

CAR

Consommation annuelle de référence.

Contrat des conditions de Livraison

Le contrat des conditions de livraison répond aux besoins des clients qui n'ont pas d'attentes spécifiques vis-à-vis de GRDF en leur permettant d'avoir un seul interlocuteur : le fournisseur. Il s'adresse aux clients dont les relevés sont semestriels ou bien à ceux dont les relevés sont mensuels lorsque le compteur est d'un débit maximum inférieur ou égal à 100 m³/h et qu'ils ne souscrivent pas un des services de maintenance ou de pression.

CRE

Commission de Régulation de l'Énergie. Autorité administrative indépendante chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel en France, la CRE concourt au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel au bénéfice des consommateurs finaux et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique.

ELD

Entreprise Locale de Distribution compétente sur un territoire indépendant de celui du principal gestionnaire de réseau (GRDF).

GRDF

Gaz Réseau Distribution France est le principal distributeur de gaz naturel du territoire français.

Garantie d'origine

Le système de garanties d'origine permet de labelliser la production de gaz naturel afin de montrer au client final qu'une part ou une quantité déterminée de gaz naturel est d'origine renouvelable (biométhane).

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Gestionnaire du réseau de distribution (GrDF ou une ELD). Le réseau public de distribution appartient aux autorités concédantes (communes ou regroupements de communes), qui lui en confient la gestion par une délégation de service public. Le GRD est ainsi responsable de la continuité et de la qualité de la fourniture d'électricité, ainsi que de l'accès au réseau de distribution sans discrimination.

GRTgaz

Est le principal gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel en France hors quart sud-ouest

PCE

Point de Comptage et d'Estimation

PDL

Point De Livraison de gaz naturel. Appellation des références clients pour lesquels est acheminée le gaz naturel.

Responsable d'équilibre

Les responsables d'équilibre sont des opérateurs qui se sont contractuellement engagés pour le périmètre correspondant aux clients auprès du gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel (GRT/TIGF) à compenser le coût des écarts constatés a posteriori entre électricité injectée et électricité soutirée.

TEREGA (Ex – TIGF)

TEREGA (Ex TIGF : Transport et infrastructures Gaz France) est le gestionnaire du réseau de transport gaz dans le quart sud-ouest de la France qui est également spécialisé dans le stockage du gaz naturel.

Taxes et contributions :

- **CTA** : Contribution Tarifaire d'Acheminement. Finance la caisse nationale des industries électrique et gazières (CNIEG). Son taux est défini par arrêté ministériel.
- **Droit d'Accise sur le gaz naturel** : Taxes Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (ex TICGN). Elle est collectée par les fournisseurs de gaz naturel auprès de leurs clients. Son taux est défini par arrêté ministériel et est reversée au Trésor public
- **TVA** : **Taxe** sur la Valeur Ajoutée. Assise sur l'ensemble de la facture au taux de 20% actuellement en vigueur (y inclus abonnement, Accise sur le gaz naturel, ATRT part fixe, ATRD part fixe, et la CTA). Les taxes et contributions sont facturées par les fournisseurs au client final.

2. OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du contrat

Le présent marché a pour objet de définir les termes et conditions pour la fourniture et l'acheminement d'électricité, ainsi que la fourniture et l'acheminement en gaz naturel alimentant les points de livraison du groupement de commandes et la fourniture de services associés.

Il se présente sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents.

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes et conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique dont les membres en annexe 4 du CCP.

Le coordonnateur du groupement de commandes est **la chambre de commerce et d'industrie territoriale de la Vienne**. Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre et des marchés subséquents. Chaque membre signera son Acte d'Engagement et devra suivre l'exécution du marché subséquent pour ce qui le concerne.

Les points de livraison sont situés en France Métropolitaine et sont raccordés à un réseau de distribution d'électricité géré par ENEDIS et à un réseau de distribution de gaz naturel géré par GRDF.

L'objet de l'accord-cadre comprend les prestations ci-dessous désignées :

- La fourniture complète en énergie électrique et gaz naturel alimentant les points de livraison qui appartiennent ou sont gérés par le groupement de commandes et sont situés dans le périmètre du présent accord-cadre (sites actuels ou à venir : voir article 10 du présent CCP) ;
- L'accès aux réseaux publics de distribution (Enedis et GDRF) et son utilisation pour les points de livraison du groupement de commandes situés dans le périmètre du présent accord-cadre, dans le cadre d'un contrat unique ;
- La mission de responsable d'équilibre inclus dans le prix de la fourniture en énergie, conformément à l'article L.321-15 du Code de l'énergie ;
- Les services associés à la fourniture d'électricité et de gaz naturel.

Il définit les conditions administratives, techniques et financières applicables à l'Accord-Cadre et aux marchés subséquents. Par marché, on entend donc l'Accord-Cadre et ses marchés subséquents.

Les Titulaires de l'Accord-Cadre et les Titulaires des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du présent CCP et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel, défini à l'article 3 du présent CCP.

À titre indicatif, la bascule des points de livraison interviendra au 1^{er} janvier 2027 pour le lot n°2 et au 1^{er} janvier 2028 pour le lot n°1, selon les marchés subséquents lancés.

Les membres du groupement de commandes autorisent expressément les candidats à recueillir auprès du gestionnaire de réseau les données techniques, contractuelles et historiques de consommations associées aux points de livraison (consommations et profil, courbes de charges, puissances souscrites, relevés d'index, capacité journalière, options tarifaires d'acheminement)

Cette autorisation en annexe 3 vaut pour toute la durée de la consultation. Le titulaire du marché subséquent disposera de l'autorisation de collecter toutes les données nécessaires durant toute la période d'exécution du marché y compris pour l'ajout de points de livraison et pour la réalisation des optimisations tarifaires.

2.2. **Forme du contrat**

Il s'agit d'un accord-cadre multi-titulaires, qui s'exécute par la conclusion de marchés subséquents, dont le volume (quantité) maximum par lot, indiqué en suivant, sur la durée de l'accord cadre, conclu conformément aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique et selon la procédure de l'appel d'offres ouvert des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

- Volume maximum du LOT N°1 - Électricité : **14,5 GWh**
- Volume maximum du LOT N°2 - Gaz naturel : **27 GWh**

Sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, les cinq (5) premiers candidats issus du classement des offres par lot, dont les offres au stade de l'Accord-Cadre ont été jugées économiquement et techniquement les plus avantageuses, seront remis en concurrence pour les marchés subséquents.

2.3. **Allotissement et quantité**

L'accord Cadre est alloti.

La liste indicative des points de livraison est fournie en annexe 2 du présent CCP.

	LOT N°1	LOT N°2
	Électricité	Gaz naturel
Énergie	Électricité	Gaz Naturel
Type de compteurs	C2/C4/C5	T1/T2/T3
Nombre de sites	24	20
Volume (estimatif annuel en MWh/an)	2 393,772	4 479,663

Une mise à jour de la liste des points de livraison et de l'historique des données de consommations associées sera transmise aux titulaires de l'Accord-Cadre au stade de la consultation permettant l'attribution du premier marché subséquent.

2.4. Ajout/retrait de point de livraison – tous lots

Ponctuellement et en sus des points de livraison indiqués au stade de la consultation permettant l'attribution de l'Accord-Cadre et du marché subséquent, de nouveaux points de livraison de même nature pourront être rattachés ou détachés du ou des marchés subséquents en cours, aux mêmes conditions de prix, et dans la limite de **5%** du cumul des consommations annuelles de référence indiquées sur le DQE du marché subséquent concerné. Ces ajouts/retraits ne feront pas l'objet d'une modification de marché mais d'un ordre de service par le groupement de commandes.

Dans la mesure où les conditions précitées ne seraient pas remplies, l'intégration des nouveaux points de livraison fera l'objet d'une consultation par un nouveau marché subséquent.

Le candidat pourra proposer une flexibilité avec ou sans netting. Par le terme « netting », nous entendons l'effet compensatoire du volume des entrées et sorties de sites sur le calcul du volume maximal ou minimal autorisé durant la durée du marché concerné.

Le candidat devra détailler ses modalités de calcul de la flexibilité dans son mémoire technique et dans le cadre de réponse technique.

2.5. Durée du contrat

2.5.1. Durée de l'accord cadre

L'Accord-Cadre est conclu avec les titulaires **pour une durée de quarante-huit mois (48)** à compter de la notification de l'acte d'engagement de l'Accord-Cadre.

2.5.2. Durée des marchés subséquents

La durée du marché subséquent ainsi que la période durant laquelle a lieu la fourniture d'énergie sont indiquées dans l'acte d'engagement de chaque marché subséquent. Les marchés subséquents entrent en vigueur à la date de notification au titulaire.

L'acte d'engagement de chacun de ces marchés mentionne également la date de début de fourniture, définie comme la date de début d'exécution de l'obligation d'acheminement et de fourniture d'énergie.

Les prestations de fourniture d'énergie prennent fin, soit totalement, à la fin du marché subséquent, soit partiellement, en cas de détachement anticipé d'un point de livraison en application de l'article 10.2 du présent CCP.

Le décalage entre la date de notification du marché subséquent et celle de début de fourniture tient notamment compte des démarches accomplies auprès des GRD (procédure de changement de fournisseur) dans le cadre des opérations de bascule préalables à l'exécution des prestations (articles 9 et 10 du CCP).

S'agissant du premier marché subséquent, il est envisagé que le début de fourniture intervienne au **1^{er} janvier 2027 pour le lot n°2 et au 1^{er} janvier 2028 pour le lot n°1.**

2.6. Variantes

Les variantes ne sont pas admises au stade de l'accord-cadre.

Les variantes seront acceptées pour chaque marché subséquent, dans la mesure où :

- Elles ne contredisent aucun point figurant au présent accord-cadre ;
- Elles constituent une amélioration technique ou financière du C.C.P. propre au marché subséquent sans en remettre en cause les caractéristiques essentielles.

2.7. Clause générale de réexamen

Les candidats doivent répondre obligatoirement à l'ensemble des prestations demandées dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

Le présent accord-cadre pourra, en cas de modifications des prestations prévues à l'accord-cadre, faire l'objet d'une ou plusieurs modifications au sens des dispositions des articles L.2194-1, R.2194-1 et suivants. Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent CCP sous la forme de la présente clause de réexamen.

Toute modification en cours d'accord-cadre fera l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme d'un avenant dans les cas suivants :

- Rajout, modification ou suppression de prestations ;
- Révision de la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire (sauf si la révision est examinée comme excessive) qui étaient non prévisibles au moment de la réponse à l'appel d'offres et qui sont devenus indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes (normes environnementales, nouvelles taxes...) et qui étaient imprévisibles et extérieures au titulaire et imposées par le droit national.
- Le changement de titulaire dans le cadre d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché.

2.8. Modification du contrat

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément au chapitre IV : Modification du marché du Code de la commande publique (Titre IX : Exécution du marché).

3. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

3.1. Pièces particulières

3.1.1. Pièces de l'accord cadre

Les pièces contractuelles de l'Accord-Cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **L'acte d'engagement par lot (A.E.)** et ses annexes ;
- **Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)** et ses annexes communes à l'Accord-cadre et aux marchés subséquents, dont seuls les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font foi
 - **Annexe 1** : Le cadre de réponse technique
 - **Annexe 3** : Autorisation d'accès aux données du gestionnaire de réseau
 - **Annexe 4** : Liste exhaustive des membres du groupement de commandes
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG)** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations expressément prévues au présent CCP

Les pièces suivantes de l'Accord-Cadre ne sont pas contractuelles :

- **Annexe 2** : La liste des points de livraison et des données techniques associées
- Le Bordereau des Prix Unitaires (**BPU**) et Le Détail Quantitatif Estimatif de l'offre (**DQE**)

3.1.2. Pièces des marchés subséquents

Les pièces contractuelles des marchés subséquents sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **Les pièces constitutives de l'Accord-Cadre** (ci-dessus mentionnées)
- **L'Acte d'Engagement par lot du marché subséquent valant CCP et ses annexes**, complété, daté et signé par le titulaire
- **Annexe 1** : Bordereau des Prix Unitaires (**BPU**) par lot
- **Annexe 2** : La liste des Points de Livraison et données techniques associées (mises à jour)
- **Le mémoire technique complémentaire**, le cas échéant

3.2. Pièces générales

- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G. FCS)** approuvé par Arrêté du 30 mars 2021 ;
- **Le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité (TURPE)** en vigueur (pour le lot 1) ;
- **Les conditions standard et le catalogue des prestations ENEDIS** proposées aux clients et aux responsables d'équilibre en vigueur (pour le lot 1) ;
- **Le contrat des Conditions de distribution** conclue avec le gestionnaire de réseau de distribution de gaz naturel en vigueur (pour le lot 2) ;
- **Les conditions de distribution et le catalogue des prestations GRD** en vigueur (pour le lot 2) ;

REMARQUE : S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, chaque titulaire étant supposé en avoir pris connaissance. Le Titulaire ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles.

4. PRIX DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSÉQUENTS LOT N°1 - ÉLECTRICITÉ

4.1. Conditions de prix dans l'accord-cadre

Le contrat est conclu en euros.

Les prix sont unitaires et exprimés en €/MWh

Les prix de l'accord cadre sont des prix indicatifs. Ils n'engagent pas les titulaires et ne sont utilisés par le pouvoir adjudicateur qu'à des fins d'analyses des offres et de validation de la méthode de chiffrage utilisée.

4.2. Contenu des prix

Les prix facturés se composent des éléments suivants :

- Les prix de la fourniture d'électricité figurant au bordereau des prix unitaires du marché subséquent concerné ;
- Le prix lié au mécanisme de capacité prévu aux articles L. 335-1 et suivants du Code de l'énergie conformément aux dispositions de l'article 4.6 du présent CCP ;
- Les tarifs d'acheminement d'électricité jusqu'au lieu de livraison conformément au tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) en vigueur ;
- Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), défini à l'article L.221-1 du code de l'énergie ;
- Dans le cas du contrat unique, les prix figurant dans le catalogue des prestations du gestionnaire de réseau de distribution, facturés par le titulaire dans le cadre du marché au titre des prestations relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution publique d'électricité réalisées à la demande du groupement de commandes (mise en service, modification de puissance, etc.) ;
- Le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par le gestionnaire de réseau de transport selon les modalités approuvées par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ;
- Les charges fiscales précises, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison ;

Les prix de fourniture de l'énergie électrique visés supra et figurant dans le bordereau des prix unitaires de chaque marché subséquent couvrent notamment :

- Les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison ;
- Les coûts liés à la mission de responsable d'équilibre ;
- Les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie ;
- Les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des prestations visées aux pièces du contrat.

- Le surcoût si demandé, associé aux garanties d'origine visées à l'article L.314-14 du Code de l'énergie selon le choix de chaque membre de bénéficier d'une électricité d'origine renouvelable selon les modalités précisées à l'article 4.5 du présent CCP.

4.3. Structure des prix figurant au bordereau des prix unitaires

Les prix de la fourniture d'énergie électrique figurant au bordereau des prix unitaires seront basés sur :

- **Un prix ferme 100% marché pour l'année 2028, soit du 01/01/2028 au 31/12/2028.**

Les prix unitaires de la fourniture d'énergie figurant aux bordereaux des prix unitaires applicables aux marchés subséquents sont décomposés de la manière suivante :

- Un Terme Fixe (abonnement) forfaitaire, en €HTT/an, applicable par segment. Le terme TF est relatif aux coûts fixes de fourniture.
- Des Termes Variables, en €HTT/MWh, applicable par segment, par poste horosaisonnier et par année civile. Les termes variables s'appliquent aux consommations transmises par le GRD par poste pour chacun des points de livraison, selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD en vigueur.

4.4. Forme des prix figurant au bordereau des prix unitaires

Concernant les prix unitaires de fourniture proportionnels aux quantités livrées :

- **Les prix sont fermes et non actualisables** au sens des articles R. 2112-9 et R. 2112-10 du Code de la commande publique.

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau des prix de la fourniture d'énergie électrique sont appliqués aux quantités réellement livrées.

4.5. Prestation supplémentaire éventuelle facultative – Lot n°1

L'origine renouvelable de l'électricité fait l'objet d'une prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

Le candidat pourra répondre à cette PSE, en remplissant le surcoût de la PSE sur les bordereaux des prix unitaires de l'Accord-Cadre et des Marchés Subséquent.

Chacun des membres choisira d'activer ou non cette PSE lors de l'attribution du marché subséquent concerné pour tout ou partie de ses sites. Les membres listeront le périmètre concerné lors de la consultation des marchés subséquents.

La certification de l'origine de l'électricité produite à partir de sources renouvelables est déterminée par les garanties d'origine délivrées par la société Powernext qui assure la délivrance, le transfert et l'utilisation des garanties d'origine au registre National des Garanties d'Origine. Le titulaire s'engage à justifier de ces certifications dès la notification du marché.

Les garanties d'origine sont des attestations qui certifient l'origine de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables ou par cogénération dans les conditions définies aux articles L.314-14 et suivants du code de l'énergie. La société Powernext est depuis le 1^{er} mai 2013, l'organisme de certification des Garanties d'Origine : elle assure la délivrance, le transfert et l'utilisation des Garanties d'Origine au Registre national des Garanties d'Origine.

Dans le cas où le membre décidera de retenir cette prestation supplémentaire éventuelle lors de l'attribution du marché subséquent pour tout ou partie de ses sites, l'origine de l'électricité devra être 100% renouvelable et le Titulaire aura l'obligation de produire des Garanties d'origine à hauteur de 100% des consommations d'électricité.

Le candidat aura précisé dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre, les modalités de mise à disposition des Garanties d'Origine pour les membres du groupement.

L'absence de production de telles garanties expose le Titulaire à des pénalités précisées à l'article 18 du présent CCP.

4.6. Coût induit par le mécanisme de capacité

Arrêté du 18 mars 2026 fixant les règles du mécanisme de capacité français : Les règles du mécanisme de capacité français prévues à l'article R316-2 du code de l'énergie sont fixées par le présent arrêté.

Réforme du mécanisme de capacité en 2026

Le **mécanisme de capacité d'électricité** évolue à partir du **1er novembre 2026** afin de mieux sécuriser l'approvisionnement lors des **pics de consommation hivernaux**.

L'année 2026 constitue une phase de transition : les capacités sont valorisées selon l'ancien dispositif de janvier à mars, puis selon le nouveau mécanisme à partir de novembre, pour la saison hivernale 2026/2027 avec de nouvelles règles en cours de consultation par la CRE.

Le mécanisme de capacité vise à réduire les risques de défaut d'approvisionnement en électricité lors des moments de fortes tensions pour le système (pointes). Il prend la forme d'une rémunération octroyée aux exploitants de capacités de production, de stockage ou d'effacement de consommation en contrepartie de leurs engagements de disponibilité pendant ces périodes.

Les règles du dispositif, les modalités de calcul et les paramètres de la période de livraison 2026-2027 seront précisés par le titulaire du marché lors de la pleine entrée en vigueur du dispositif.

Les enchères des années 2027 et 2028 n'étant pas encore connues, les BPU affichent la dernière enchère 2025, soit 0,0986 €/kW afin de permettre le calcul du prix de capacité par chaque candidat en fonction des coefficients complétés.

4.7. Évolution des prix

4.7.1. Évolution du Turpe

Chaque évolution du TURPE résultant d'une délibération de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) conduit à une modification des prix facturés dans le cadre des marchés subséquents. La date d'application de la modification est celle de la mise à jour du TURPE.

4.7.2. Évolution du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par RTE

Toute évolution en cours de marché du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par le gestionnaire du réseau de transport (RTE) conduit à une modification des prix facturés dans le cadre des marchés subséquents. La modification intervient à la date d'entrée en vigueur du nouveau prix publié par RTE. Ces modifications seront signalées par le Titulaire par mail et courrier.

5. PRIX DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSÉQUENTS LOT N°2 - GAZ NATUREL

5.1. Conditions des prix

Le contrat est conclu en euros.

Les prix de l'accord cadre sont des prix indicatifs. Ils n'engagent pas les candidats et ne sont utilisés par le pouvoir adjudicateur qu'à des fins d'analyses des offres et de validation de la méthode de chiffrage utilisée.

5.2. Contenu des prix

Les prix facturés se composent des éléments suivants :

- Les prix de la fourniture de l'énergie gaz naturel figurant au bordereau des prix unitaires du marché subséquent concerné ;
- La part abonnement éventuelle pour la fourniture de gaz naturel ;
- Les tarifs d'acheminement de l'énergie gaz jusqu'au point de livraison, facturé à l'euro/euro par le titulaire : Les composantes des tarifs d'accès au réseau de transport et de distribution en vigueur au moment de la cotation (ATRT et ATRD),
- Les obligations de stockages, fixes ou variables, selon le choix du fournisseur ;
- Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison.
- Les prix figurant dans le catalogue des prestations du GRD, facturés à l'euro/euro par le titulaire dans le cadre du marché, au titre des prestations relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de transport et de distribution, réalisées à la demande d'un organisme bénéficiaire ;

Les prix de fourniture de l'énergie gaz naturel visés supra et figurant dans le bordereau des prix unitaires de chaque marché subséquent couvrent notamment :

- Les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison ;
- Les coûts liés à la mission de responsable d'équilibre ;
- Les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie ;
- Les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des prestations visées aux pièces du contrat ;

5.3. Structure et forme des prix figurant au bordereau des prix unitaires

Le marché est traité à prix unitaire, aussi les prix unitaires du bordereau des prix de la fourniture d'énergie gazière seront appliqués aux quantités réellement livrées.

5.3.1. Structure des prix pour les marchés subséquents

Les prix de fourniture en énergie gaz naturel figurant au bordereau des prix unitaires sont :

- Exprimés en €/MWh et pour chaque année calendaire pour les prix unitaires proportionnels aux quantités livrées.

5.3.2. Forme des prix pour les marchés subséquents LOT N°2 - Gaz Naturel

Le marché est traité à prix unitaire, aussi les prix unitaires du bordereau des prix de la fourniture de gaz naturel seront appliqués aux quantités réellement livrées selon l'article R2112-6 du code de la commande publique.

Concernant les prix unitaires de fourniture proportionnels aux quantités livrées, les prix **seront fermes et non actualisables** au sens des articles R2112-8 à R2112-12 du code de la commande publique.

Le titulaire est tenu de dissocier la fourniture de gaz naturel, des taxes, de l'acheminement.

Le prix prévu au bordereau des prix intègre uniquement le prix de fourniture et services associés, les responsabilités et obligations. Il est mentionné hors acheminement (ATRT, ATRD) et en €HTT.

5.4. Évolution des prix (ATRT et ATRD)

Toute modification des tarifs d'Accès des Tiers aux Réseaux de Transport ou de Distribution du gaz (ATRT et ATRD) résultant d'une délibération de la CRE est répercutée, à la hausse ou à la baisse sur les prix et font l'objet d'une communication au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché subséquent.

Dans le cas d'une modification des tarifs d'Accès des Tiers aux Réseaux de Transport ou de Distribution du gaz (ATRT et ATRD) après la date limite de remise des offres des marchés subséquents, les montants correspondants sont répercutés intégralement sur le prix de manière transparente à la hausse comme à la baisse.

La révision s'opère le 1er avril pour l'ATRT et le 1er juillet pour l'ATRD de chaque année. Les CAR et les profils sont également mis à jour au 1er avril de chaque année.

5.5. Évolution induite par les certificats de production biogaz

Introduit par la loi Climat et Résilience en août 2021, ce nouveau mécanisme encourage la production et l'injection de biométhane en France. En application du décret n° 2024-624 du 6 juillet 2024 relatif à la création d'un dispositif de certificats de production de biogaz, et dans la perspective de son entrée en vigueur, le titulaire du marché est autorisé à intégrer les exigences réglementaires liées à ce dispositif.

A compter du 1er janvier 2026, en complément des stipulations de l'article relatif au prix, **si la fourniture sur l'un ou l'ensemble des sites génère(nt) une obligation relative au dispositif de certificats de production de biogaz** en vertu notamment des dispositions des articles L446-31 et suivants et R446-96 et suivants du Code de l'énergie, alors un coût en euros par Mégawattheures (€/MWh) relatif à ce dispositif s'appliquera sur les quantités vendues et sera facturé en plus du prix.

Le coût relatif au dispositif de certificats de production de biogaz pourra être révisé, sur toute la durée du Marché, en cas d'évolution législative et/ou réglementaire modifiant le niveau d'obligation.

En application de l'article R446-113 du code de l'énergie, la première période d'obligation de restitution de certificats de production de biogaz s'étend du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Pour chaque année civile de la période, chaque personne mentionnée à l'article R. 446-114 est soumise à une obligation de restitution de certificats de production de biogaz égale à la quantité de gaz naturel qu'elle livre à des consommateurs finals domestiques, à des propriétaires uniques d'un immeuble à usage principal d'habitation, à des syndicats des copropriétaires d'un tel immeuble ou à des entreprises du secteur tertiaire, à un exploitant qui l'utilise pour la satisfaction des besoins de chauffage ou d'eau chaude sanitaire de son cocontractant dans le cadre d'un contrat d'exploitation comportant une prestation d'approvisionnement en énergie ou d'une police d'abonnement à un réseau de chaleur, ou qu'elle consomme pour une activité d'habitation ou une activité tertiaire, multipliée par :

- 0,0182 certificat de production de biogaz par mégawattheure de pouvoir calorifique supérieur en 2027 ;
- 0,0415 certificat de production de biogaz par mégawattheure de pouvoir calorifique supérieur en 2028.

Le coût en €/MWh qui s'appliquera sera calculé comme suit :

Taux d'obligation (CPB/MWh PCS livré) × prix d'un CPB (€/CPB) = Surcoût CPB.

Le candidat déterminera sur le Bordereau de Prix Unitaires le prix CPB qui sera valorisé sur les factures.

5.6. Stockage du gaz

Depuis la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017, les obligations des fournisseurs en matière de souscription aux capacités de stockage ainsi que règles de commercialisation de ces capacités de stockage ont évolué. Ce nouveau dispositif laisse la possibilité au ministre de l'énergie, dans l'hypothèse où « après un cycle d'enchères portant sur l'ensemble des infrastructures de stockage mentionnées à l'article L 421-3-1 du code de l'énergie, les capacités correspondant aux stocks minimaux mentionnés à l'article L. 421-4 du code de l'énergie n'ont pas été souscrites », de demander aux fournisseurs d'établir des stocks complémentaires pour couvrir les besoins de modulation de leurs clients dans les conditions prévues par l'article L. 421-6 et les articles D 421-12 et D421-13 du Code de l'énergie.

Les fournisseurs peuvent prévoir dans leur réponse les conditions dans lesquelles les obligations en matière de stockage seront répercutées en cours de marché dans le cas où des obligations de stocks complémentaires leur seraient imposées pour couvrir les besoins de leurs clients.

6. CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIES (CEE)

Si le point de livraison d'électricité ou de gaz naturel est soumis à une obligation de collecte des certificats d'économie d'énergie (CEE), une contribution sera facturée en sus du prix de l'électricité ou du gaz naturel.

Le prix associé aux certificats d'économie d'énergies (CEE standard et CEE précarité) visées aux articles L. 221-1 et suivants du Code de l'énergie est exprimé en €/MWh H.T et est formulé sur base des coefficients de proportionnalité affectés aux CEE standards et CEE précarités conformément au décret en vigueur au moment de l'attribution de chaque marché subséquent.

Le coût en €/MWh qui s'appliquera sera calculé comme suit :

$$\text{TCEE0} = \text{C0} \times (\text{PCEE Classique} + \text{Cm0} \times \text{PCEE Précarité})$$

Avec :

- **TCEE0** = prix unitaire en €/MWh de la contribution, appliqué à la consommation du point de livraison soumis à l'obligation
- **PCEE Classique** = prix à la remise des offres en €/MWh cumac du CEE concernant l'obligation d'économies d'énergie relative aux consommateurs qui ne sont pas des ménages en situation de précarité énergétique
- **PCEE Précarité** = prix à la remise des offres en €/MWh cumac du CEE concernant l'obligation d'économies d'énergie relative aux ménages en situation de précarité énergétique
- **Coefficients réglementaires figurant au Code de l'énergie :**
 - C0 : obligation d'économies d'énergie générée en MWh cumac par MWh d'électricité ou de gaz naturel (article R221-4) en vigueur à l'attribution
 - Cm0 : coefficient multiplicateur (sans dimension/unité) pour l'obligation relative aux ménages en situation de précarité énergétique (article R221-4-1) en vigueur à l'attribution

Le TCEE sera révisé en cas d'évolution réglementaire ou législative modifiant le niveau d'obligation de collecte des certificats d'économie d'énergie, à la date d'application de la nouvelle obligation

- Les coefficients C0 et Cm0 évolueront à la hausse ou à la baisse en cas d'un changement législatif ou réglementaire. Les nouveaux coefficients seront appliqués dès la date d'entrée en vigueur de la loi ou du règlement concerné,
- ⇨ L'écart du niveau d'obligation sera valorisé sur la base du prix moyen mensuel pondéré de cession des certificats d'économies d'énergie publié à partir des « indices spot » disponibles publiés par-EMMY sur les mois M-8 à M-3, M étant le mois de l'entrée en vigueur de ladite évolution, et de manière à prendre en compte la moyenne de l'évolution du coefficient d'obligation de collecte des certificats d'économie d'énergie classiques et de l'évolution du coefficient d'obligation de collecte des certificats d'économie d'énergie précarités.
- En cas d'indisponibilité d'au moins 4 des « indices spot » CEE nécessaires au calcul ci-dessus, le prix moyen mensuel pondéré de cession des CEE sera calculé au prix moyen mensuel pondéré de cession des CEE publié par EMMY pour les mois M-2, M-3, et M-4, M correspondant au mois de la date d'application de l'évolution réglementaire, ou le cas échéant à toute référence de remplacement réglementaire qui s'y substituerait.

Les candidats indiqueront dans leur mémoire technique de l'Accord-Cadre leur modalités de calcul d'évolution du prix des CEE ainsi que la plateforme utilisée.

Le candidat déterminera sur le Bordereau de Prix Unitaires le montant des CEE classiques et précarités utilisé pour le calcul du terme de quantité CEE qui sera valorisé sur les factures.

Si, en cours de marché, une évolution législative ou réglementaire viendrait à soumettre à l'obligation de collecte des CEE des sites, à date non soumis au dispositif, alors une contribution CEE pourra être facturée aux sites nouvellement soumis. La contribution CEE appliquée aux sites nouvellement soumis devra correspondre au prix des sites soumis remis au moment de l'attribution du marché.

7. ÉVOLUTION INDUITE PAR LA REGLEMENTATION

Dans le cas d'une évolution de la réglementation qui viendrait impacter significativement les conditions d'exécution des prestations, chacun des membres du groupement de commandes et le titulaire se rapprocheront pour préciser, le cas échéant, les modalités permettant de prendre en compte les modifications induites. Les titulaires des marchés subséquents concernés s'engagent à communiquer à chacun des membres du groupement de commandes tous les éléments utiles permettant d'évaluer les conséquences générées par cette évolution réglementaire.

Évolution induite par le SEQE2 (système d'échange de quotas d'émission de CO2)

À compter du **1er janvier 2028**, les fournisseurs seront soumis aux obligations découlant du **second Système d'échange de quotas d'émission de CO₂ (SEQE2/ETS2)**, instauré par la directive (UE) 2023/959.

Conformément à cette réglementation, les fournisseurs d'énergie sont tenus d'acquérir et de restituer les quotas carbone pour le compte de leurs clients pour les secteurs concernés, ce qui engendre des coûts supplémentaires.

Ces coûts seront répercutés sur le Client de manière transparente et proportionnelle à sa consommation.

À ce jour, en l'absence d'un marché de référence permettant d'établir un prix fixe, le montant exact de cette répercussion ne peut être déterminé. À ce jour, en l'absence d'un marché de référence permettant d'établir un prix fixe, le montant exact de cette répercussion ne peut être déterminé mais suivra la réglementation en vigueur.

8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lors de la passation des marchés subséquents, la liste des points de livraison figurant en annexe à l'acte d'engagement de chaque lot (du marché subséquent considéré) est communiquée aux titulaires de l'Accord-Cadre.

Néanmoins, **en cours d'exécution des marchés subséquents**, cette liste peut être modifiée à la hausse comme à la baisse jusqu'à **5%** en volume des consommations annuelles de référence indiquées sur le DQE du marché subséquent concerné sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.

8.1. Règles contractuelles définies au stade des marchés subséquents

Elles comprennent à minima les rubriques suivantes qui complètent ou précisent le présent CCP :

- La date de remise des offres,
- Les modalités de report de cette date, le cas échéant,
- La durée du marché,
- La période d'exécution du marché,
- La date prévue pour la fourniture,
- Le besoin (tableau de consolidation des données propres à chaque point de livraison),
- Le cas échéant, des évolutions à prévoir s'agissant du besoin pour un point de livraison (fermeture programmée d'un site, déménagement, construction d'un nouveau bâtiment ou d'une extension...),
- La durée de validité des offres (5 heures),
- La forme du prix, la variation du prix et son indexation éventuelle

8.2. Modalités d'attribution des marchés subséquents

8.2.1. Conditions de la mise en concurrence

Pendant la durée de validité de l'Accord-Cadre, les marchés conclus sur la base de cet accord cadre sont attribués après remise en concurrence par voie électronique (plateforme dématérialisée) des titulaires de l'Accord-Cadre de chacun des lots dans les conditions définies au présent Accord-Cadre et dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

Les documents de remise en concurrence propres à chaque marché subséquent sont transmis aux titulaires de l'Accord-Cadre, via la plateforme de dématérialisation.

Chaque titulaire de l'accord-cadre est tenu de répondre aux consultations pour les marchés subséquents en respectant les engagements de l'offre de l'accord-cadre.

8.2.2. Documents remis aux titulaires

Les titulaires de l'Accord-Cadre sont invités à remettre une offre sur la base des documents de remise en concurrence qui leur sont adressés.

Ces documents de remise en concurrence comprennent au minimum :

- **La lettre de consultation**
- **L'Acte d'engagement par lot des marchés subséquents valant CCP et ses annexes**
 - **Annexe 1 par lot** : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif et Estimatif de l'offre (DQE)
 - **Annexe 2** : La liste des Points de Livraison à jour et données associées

- **L'autorisation d'accès aux données des gestionnaires de réseaux de l'accord cadre**

Les documents de remise en concurrence indiquent les dates et heures limites de remise des offres, les dates de début de fourniture et les périodes pendant lesquelles a lieu cette fourniture, la nature des prix.

8.2.3. Modalités de remise de l'offre

Un délai d'au moins **5 jours** calendaires est laissé aux Titulaires de l'Accord-Cadre pour remettre leurs offres.

La date et heure limite de réception des offres sera définie. Les offres ont une durée de validité de **5 heures** à compter de cette date et heure limite de réception.

Les Titulaires sont informés par le Coordonnateur du groupement de commandes de l'acceptation ou du rejet de leur offre, au maximum dans les **5 heures** suivant la date et heure limite de réception.

Elles sont transmises par voie électronique via la Plateforme de dématérialisation précitée avant la date et l'heure mentionnées dans la « lettre de consultation » pour chaque marché subséquent.

Les plis électroniques qui seront transmis, en tout ou partie, après la date limite fixée ne seront pas ouverts.

Si un titulaire ne peut toutefois déposer une offre dans les délais impartis de la consultation pour les marchés subséquents, il doit en apporter la justification dans les mêmes délais que ceux prévus pour la remise des offres.

8.2.4. Documents à produire au stade des offres

Les Attributaires ainsi mis en concurrence doivent remettre :

- **L'Acte d'engagement par lot des marchés subséquents valant CCP et ses annexes** complété et daté par le Titulaire
 - **Annexe 1** : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) par lot et le Détail Quantitatif et Estimatif de l'offre (DQE) complétés
- Le mémoire technique complémentaire, le cas échéant

Les offres doivent respecter les caractéristiques fixées par le présent Accord-Cadre et les documents de la consultation des marchés subséquents. Elles doivent se limiter strictement aux documents de la consultation propre au marché subséquent.

REMARQUE : Tout candidat retenu devra justifier, avant la notification du marché subséquent, qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales, prévues conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Ainsi, l'acheteur est tenu de procéder aux vérifications des certificats et attestations prévues aux articles R2143-11 et R2143-12 du Code de la commande publique (fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics), en application de l'article R2144-1 du Code de la commande publique.

8.3. Critères d'attribution des marchés subséquents

Au stade des marchés subséquents, l'offre la plus avantageuse est retenue au regard des critères tels que suit.

8.3.1. Le critère financier (prix)

Le Critère financier (prix) à hauteur de **80 points**.

Il sera apprécié en fonction des DQE qui présentent la valorisation quantitative de l'offre du candidat, permettant l'application d'un prix à des volumes estimés et l'analyse des offres par le pouvoir adjudicateur.

La valeur économique de l'offre du candidat sera en euros hors TVA sur la durée du marché.

La valeur prix du candidat est notée selon la formule suivante appliquée au prix :

Note de l'offre = **nombre de points maximum** * (Valeur de l'offre moins disante) / (Valeur de l'offre étudiée)

En cas de discordance constatée dans une offre (erreur(s) de multiplication, d'addition, de report, etc.) les montants indiqués sur les BPU prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence au moment de l'analyse des offres.

C'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération, après demande de confirmation au candidat au moment de l'analyse.

En cas de non-confirmation de l'offre ou de non-réponse, l'offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3.2. Le critère technique

Le critère technique constitué par la reprise de la note technique obtenue (sur 90 points) par les titulaires de l'accord-cadre au stade de l'attribution de ce dernier, à hauteur de **20 points**.

Par défaut, la note technique est celle de l'accord cadre. Si les pièces du marché subséquent le précisent, les attributaires ont la possibilité de remettre des éléments complémentaires qui viendront modifier le questionnaire technique remis au stade de l'accord cadre et qui donneront lieu à l'amélioration potentielle de la note technique, sur la base des mêmes critères que ceux utilisés à l'accord cadre.

Le pouvoir adjudicateur pondérera, pour chaque candidat, la note finale du critère technique obtenue à l'accord cadre de base par application de la formule suivante :

$$\frac{\text{Note obtenue à l'accord-cadre} \times \text{note maximale au Marché Subséquent}}{\text{Note maximale à l'Accord-Cadre}}$$

8.3.3. Classement final

Au final, les offres sont classées en fonction de la note globale obtenue (sur 100 points) par addition des notes pondérées. Après avoir analysé les offres et déterminé leur classement, l'offre la mieux classée sera retenue.

Les candidats ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de marchés subséquents susceptibles d'être obtenus.

Le pouvoir adjudicateur peut déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent sans suite sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les Titulaires.

9. MODALITE TECHNIQUE DE BASCULE

Pour chaque point de livraison, la bascule est définie comme le passage des dispositions antérieures aux nouvelles dispositions du marché subséquent pour la fourniture d'énergie ; cette bascule entre en vigueur à la date et l'heure définies au marché subséquent.

Après notification du marché subséquent, le titulaire se met en relation avec chacun des membres du groupement de commandes.

Le titulaire devra fournir à chacun des membres du groupement de commandes un « fichier périmètre » listant les points de livraison et leurs caractéristiques.

Après réception, chacun des membres du groupement de commandes fera un retour au titulaire dans un délai de trente (30) jours calendaires pour confirmation :

- De la liste des points de livraison devant être basculés dans le périmètre du marché subséquent concerné, ainsi que les informations administratives associées (dénomination, adresse, gestionnaire) ;
- Des caractéristiques techniques des points de livraison pour l'analyse d'optimisation du TURPE
- Des conditions de facturation : regroupement de factures, modalités de facturation dématérialisée et notamment le format d'échange des données informatisées selon les systèmes d'information utilisés par chacun des membres du groupement de commandes ;

Les évolutions entre la liste de points de livraison jointe lors de la remise en concurrence au stade du marché subséquent et la liste validée dans le fichier périmètre se font dans le cadre de l'article 10 du présent CCP.

10.ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ – TOUS LOTS

Il est rappelé que le périmètre du marché n'est pas modifié lors du transfert de compétence entre collectivités. En effet, l'article L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit le transfert d'équipements et des contrats de fourniture et d'acheminement d'électricité et de gaz naturel en cours y afférent. De façon similaire, les évolutions statutaires d'établissements publics ou sociétés publiques locales préalablement intégrés au marché n'impliquent pas une modification du périmètre du marché.

Ainsi, le titulaire sera informé du changement de collectivité propriétaire des points de livraison et devra apporter la même qualité d'intervention dans la gestion de ses relations avec cette nouvelle collectivité, ce nouvel établissement public ou cette nouvelle société publique locale et lui adresser la facturation, selon les mêmes modalités. Les droits et obligations du marché subséquent en cours demeurent inchangés.

10.1. Rattachement d'un point de livraison

La notification des marchés subséquents vaut ordre de service de rattachement de tous les points de livraison dont la « Date de début de fourniture » figure à l'annexe 2 de l'acte d'engagement du marché subséquent.

10.1.1. Points de livraison non mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents

En cours d'exécution d'un marché subséquent, les points de livraison sont rattachés conformément aux dispositions du présent CCP et des autres documents tels que définis à l'article 2.4.

Leur rattachement s'opère selon les modalités détaillées ci-dessous et selon la méthodologie exposée par le titulaire du marché subséquent dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre.

Le titulaire s'engage à intégrer, aux conditions du marché, tout point de livraison qui viendra s'ajouter à la liste des points de livraison transmise au BPU/DQE du marché subséquent, dans la limite de **+5 %** de la consommation annuelle de référence de l'ensemble des points de livraison des DQE du marché

subséquent concerné, exprimée en kWh. L'intégration au périmètre du marché de nouveaux points de livraison a pour origine :

- **CAS 1** : la mise en évidence de points de livraison non identifiés dans la liste des points de livraison prévue au BPU/DQE du marché subséquent au moment de l'inventaire du patrimoine.
- **CAS 2** : le raccordement de nouveaux points de livraison.
- **CAS 3** : la réouverture de compteurs pour la fourniture de besoins ponctuels ou durables.
- **CAS 4** : l'évolution dans la gestion du patrimoine (transfert de compétence, acquisition ou location de bâtiments ou équipements etc.).
- **CAS 5** : les points de livraison qui font l'objet d'un marché de fourniture d'électricité à la date de notification du présent marché et dont l'échéance interviendrait avant l'issue du marché objet du présent CCP.

Chacun des membres du groupement de commandes pourra se rapprocher du titulaire qui l'assistera afin de rassembler les informations nécessaires à l'établissement de la demande (par mail ou via l'espace client). Le titulaire dispose de cinq (5) jours calendaires à compter de la réception de la demande (par mail ou via l'espace client) pour assister, si nécessaire, le groupement de commandes dans la collecte de ces informations et lui indiquer le terme fixe et/ou le prix unitaire proportionnel aux quantités conformément aux bordereaux de prix.

Après notification par le membre de la décision, le titulaire dispose alors de cinq (5) jours calendaires, à compter de la réception d'une demande complète, pour faire la demande de changement de fournisseur ou de mise en service au GRD concerné. Le rattachement s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné. Si le rattachement demande un déplacement pour intervention, la mise en service du point de livraison sera suivant la date prévisionnelle convenue entre le membre et le GRD.

10.2. Détachement d'un point de livraison

Le titulaire s'engage à accepter le retrait du périmètre du marché de tout point de livraison, dans la limite de **-5%** de la consommation annuelle de référence de l'ensemble des points de livraison du groupement de commandes des DQE du marché subséquent concerné, exprimée en kWh, et ce sans contrepartie financière, dans les cas suivants :

- **CAS 1** : le transfert de bâtiments (vente ou cessation) ou d'équipements et des contrats d'électricité y afférent à une autre entité.
- **CAS 2** : Déménagement
- **CAS 3** : Cessation définitive d'activité
- **CAS 4** : Changement définitif d'énergie
- **CAS 5** : Démolition du bâtiment

Le passage au tarif réglementé de vente d'électricité ne constitue pas un retrait de site autorisé.

Le détachement d'un point de livraison est formalisé par une demande officielle par mail ou via l'espace client.

Après notification par le membre de l'ordre de service, le titulaire dispose alors de cinq (5) jours calendaires, à compter de la réception d'une demande complète, pour faire la demande de détachement au GRD concerné. Le détachement s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné.

Dans tous les cas, le titulaire ne peut prétendre à des indemnités et ne facture alors que jusqu'à la date de détachement effective.

Le titulaire ne peut opérer un détachement de points de livraison sans la demande expresse d'un membre matérialisée par l'ordre de service.

En cas de dépassement de la borne basse de la flexibilité, le fournisseur proposera ses conditions d'indemnisation après avoir prévenu le pouvoir adjudicateur sur ses modalités de calcul.

10.3. Modalités d'envoi des ordres de service

L'envoi des ordres de services s'effectue par tout moyen.

Les ordres de service seront exécutoires à compter de la date de réception de l'ordre de service par le titulaire.

11. GESTION DES DONNEES ET RELATIONS ENTRE LES MEMBRES, LE TITULAIRE ET GESTIONNAIRE DE RESEAU

11.1. Relation entre le titulaire et les membres (responsable client)

Le titulaire met à disposition pour l'accord-cadre et les marchés subséquents **un responsable client identifié**, ainsi que son suppléant (en cas d'indisponibilité du premier), d'un niveau hiérarchique suffisant pour être en capacité de mobiliser fonctionnellement les différentes ressources et intervenants du titulaire afin de garantir la qualité de la relation clientèle.

Le titulaire assure une disponibilité en cas d'absence du responsable client, notamment en période de congés.

Le titulaire est notamment chargé, en complément des obligations liées à la facturation à l'article 13.4 du présent CCP :

- De traiter, en relation avec le gestionnaire du réseau de distribution, l'ensemble des demandes techniques relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution pour les points de livraison objets du marché (mise en service de points de livraison, suppression de points de livraison, modification de puissance souscrite, etc.) et ce dans un délai de cinq (5) jours ouvrés après la demande du groupement de commandes ;
- D'informer le membre concerné sur la prise en charge de chaque demande liée à l'accès et l'utilisation du réseau de distribution et l'évolution du traitement de celle-ci, et ce dans un délai d'un (1) jour ouvré après chaque évolution rapportée par le gestionnaire de réseau. L'information sera reportée systématiquement par courriel ;
- De rectifier, à la demande d'un membre, les informations portant sur le périmètre du marché subséquent ainsi que de procéder à la modification du nom ou informations administratives d'un point de livraison ;
- De transmettre aux membres, a minima une fois par an avant le 31 janvier de l'année suivant l'année de fourniture et à chaque fois que les membres en font la demande, la liste actualisée de son périmètre et des points de livraison sous format tableur exploitable, identifiant les entrées et sorties du périmètre ainsi que les dates d'effet correspondantes (fichier périmètre) ;
- De transmettre aux membres, a minima une fois par an le 31 janvier suivant l'année de fourniture, un bilan des consommations, des puissances atteintes et des coûts, précisant les évolutions mensuelles, sur tableur exploitable ou compatible (feuillelet récapitulatif) ;
- De répondre à l'ensemble des questions posées par les membres sur les conditions d'exécution du marché en cours dont il est titulaire ;

- De tenir les membres informés de l'évolution du marché en cours, notamment l'évolution des différentes composantes de la facture permettant aux membres une compréhension et un contrôle facilité des coûts facturés ;
- De conseiller les membres pour la constitution d'un dossier de demande de raccordement (de modification d'un raccordement, de demande d'alimentations complémentaires ou d'alimentation de secours) ;

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de chacun des membres du groupement de commandes un espace client dédié en ligne tel que défini à l'article 16 du présent CCP.

11.2. Relation entre le titulaire du marché et le gestionnaire de réseau de distribution

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire du marché est l'intermédiaire de chacun des membres du groupement de commandes avec le gestionnaire de réseau de distribution. En tant qu'interlocuteur pour le compte des membres du groupement de commandes, le titulaire apporte tous les moyens permettant de garantir une intervention adaptée au besoin des membres du groupement de commandes s'agissant de l'accès et de l'utilisation du réseau de distribution. À ce titre et dans les conditions définies par le contrat GRD – Fournisseur conclu entre le titulaire et le gestionnaire de réseau de distribution, le titulaire du marché s'engage notamment :

- À formuler auprès du GRD les demandes de mise en service et/ou de suppression de points de livraison pour le compte des membres du groupement de commandes ;
- À formuler les demandes d'optimisation de puissances souscrites et du tarif d'utilisation du réseau public d'électricité et suivre leur réalisation pour le lot n°1.

Les conditions d'accès et d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité et de gaz naturel sont précisées dans les contrats GRD – Fournisseur conclu entre le titulaire du marché et les gestionnaires des réseaux de distribution. Ces contrats rappellent notamment les obligations des gestionnaires des réseaux de distribution en matière de comptage en indiquant qu'il leur revient d'assurer l'entretien et le renouvellement des compteurs de manière à ce que ces équipements permettent de facturer l'utilisation des réseaux et d'apporter aux fournisseurs l'ensemble des données de comptage nécessaires à la facturation des livraisons.

Dans ce cadre, dès la notification du marché subséquent, le titulaire vérifie auprès du gestionnaire de réseau de distribution la faisabilité de la bascule pour tous les points de livraison.

Pour les actions qui le conduisent à intervenir auprès du GRD, le titulaire distingue les prestations de base naturellement incluses dans la mission du GRD et financées par les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité ou de gaz naturel de celles qui donnent lieu à une facturation selon les tarifs fixés dans le catalogue des prestations du GRD. Conformément à l'article 4.2 du présent CCP, les prestations payantes seront facturées aux membres du groupement de commandes par le titulaire aux prix indiqués dans le catalogue des prestations en vigueur du GRD concerné, à l'euro, l'euro, sans aucun frais de gestion ni marge, lors de l'exécution de chaque marché subséquent, et ce de façon parfaitement transparente.

Toute demande de prestation prévue dans le catalogue des prestations du gestionnaire de réseau de distribution est notifiée par les membres du groupement de commandes, qui doit ensuite procéder aux démarches nécessaires auprès du gestionnaire de réseau de distribution pour la réalisation desdites prestations pour le compte des membres du groupement de commandes.

11.3. Réunions

11.3.1. Réunion de lancement

À sa demande, le coordonnateur du groupement de commandes dispose d'une réunion de lancement par lot organisée avec le titulaire du marché subséquent.

Ces réunions auront lieu sur l'un des sites du coordonnateur du groupement de commandes ou en visio, sur une demi-journée et dans le mois suivant la notification des marchés subséquents, afin que le titulaire présente, aux membres du groupement de commandes, son entreprise, sa relation clientèle, ses services associés à l'acheminement et à la fourniture ainsi que sa méthodologie dans le cadre des opérations de bascule et sa méthodologie d'optimisation tarifaire du TURPE.

Le titulaire exposera dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre le contenu qu'il entrevoit dans le cadre de ces réunions de lancement.

11.3.2. Réunion de bilan annuel

Une réunion bilan annuel sera organisée entre le titulaire du marché subséquent et le coordonnateur du groupement de commandes pour échanger sur tous les faits importants de la période.

Cette réunion sera organisée dans les locaux du coordonnateur du groupement de commandes ou en visio. Un délai de prévenance d'un mois sera respecté pour convenir d'une date avec le responsable client.

Après demande de la réunion bilan annuelle par le coordonnateur du groupement de commandes, le responsable client dispose de 15 (quinze) jours pour convenir et valider une date.

15 (quinze) jours avant la date de réunion programmée, le titulaire transmet au coordonnateur du groupement de commandes, un compte rendu annuel d'activité par courriel.

En cas de modification de l'adresse courriel de contact, le titulaire en sera informé par courriel.

12. OPTIMISATION DES COÛTS D'ACCÈS AU RÉSEAU DE DISTRIBUTION - LOT N°1

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire est chargé de la souscription de l'accès au réseau auprès du GRD pour l'ensemble des points de livraison du périmètre. Dans ce cadre, et sous réserve de l'accord des membres du groupement de commandes, le titulaire est chargé de fixer la formule tarifaire pour l'accès au réseau de distribution et la puissance souscrite pour chaque point de livraison pour le lot N°1.

Pour le lot N°1, le titulaire du marché s'engage à proposer aux membres du groupement de commandes et pour chaque point de livraison télérelevé la version du TURPE et la ou les puissance(s) souscrite(s) optimales(s). Sur la base des données de consommation, des puissances atteintes, des dépassements de puissance et, le cas échéant, des courbes de charge le titulaire réalise une étude d'optimisation aboutissant à une proposition de la version du TURPE et des puissances les mieux adaptées pour chaque point de livraison. Cette étude devra tenir compte des coûts liés aux modifications physiques éventuelles, inscrites au catalogue de prestation du GRD ou à prévoir par le groupement de commandes pour leurs installations propres.

La phase d'optimisation des coûts d'accès au réseau de distribution pour chaque point de livraison de tous les lots devra être réalisée au 1^{er} trimestre de N+1.

L'étude permettant de définir la version du TURPE et la ou les puissance(s) optimale(s) pour le lot N°1 pour chaque point de livraison sera réalisée de manière à respecter ce délai et les étapes ci-après :

- Le titulaire produit un rapport d'optimisation pour les points de livraison des membres du groupement de commandes, mettant en évidence l'intérêt économique des choix de souscription en comparaison au tarif en place.
Le rapport présente les éventuelles contraintes techniques induites et leur impact financier (catalogue de prestations du GRD ou intervention spécifique par un tiers) ;
- À compter de la date de transmission du rapport, chacun des membres du groupement de commandes dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour se prononcer sur les propositions d'optimisation. Pendant ce délai, chacun des membres peut solliciter le titulaire pour des explications complémentaires. En l'absence de retour de la part des membres dans le délai de trente (30) jours, aucune modification ne sera réalisée et les tarifs et puissance en vigueur seront conservés ;
- Après validation des propositions par chacun des membres du groupement de commandes, le titulaire engage auprès du GRD l'ensemble des démarches de modification et suit leur mise en œuvre. Le titulaire informe chacun des membres du groupement de commandes des éventuelles modifications à réaliser ou à faire réaliser par eux-mêmes sur leurs installations propres ;
- Si parmi les propositions validées par les membres du groupement de commandes, certaines des optimisations donnent lieu à une intervention spécifique du GRD sur devis, le titulaire demande un devis au GRD puis le transmet aux membres du groupement de commandes qui disposent d'un délai de 30 jours calendaires pour se prononcer. Au-delà de ce délai, les optimisations concernées ne seront pas appliquées ;

13. FACTURATION

13.1. Objet de la facturation

Les prestations décrites au présent article font partie intégrante de la fourniture d'énergie électrique et gaz naturel dans le cadre du contrat. Elles sont incluses dans le prix de la fourniture d'énergie défini à l'article 4.3, 4.4 et 5.3 du présent CCP.

Les conditions de paiement des factures sont définies à l'article 14 du présent CCP.

13.2. Périodicité de la facturation – Lot n°1

L'index de changement de fournisseur correspond à l'index contractuel commun aux deux fournisseurs.

13.2.1. Points de livraison d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA

Concernant les points de livraison d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA dont la relève est effectuée mensuellement ou à une fréquence supérieure par le gestionnaire de réseau de distribution, **la facturation est émise selon une fréquence mensuelle.**

Il est entendu que la fréquence de facturation s'applique à l'intégralité de ses points de livraison pour lesquels le système de comptage permet une relève mensuelle ou à une fréquence supérieure par le GRD.

Dans le cas où le relevé n'a pas pu être réalisé, le titulaire a la possibilité d'utiliser un index estimé mais une relève réelle devra être opérée 2 fois l'an.

13.2.2. Points de livraison d'une puissance supérieure à 36 kVA

Concernant les points de livraison d'une puissance souscrite supérieure à 36 kVA dont la relève est effectuée de façon journalière ou mensuellement par le gestionnaire de réseau de distribution, **la facture est émise selon une fréquence mensuelle.**

Elle est établie sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD concerné. Dans le cas où le relevé n'a pas pu être réalisé, le titulaire a la possibilité d'utiliser un index estimé.

13.3. Périodicité de la facturation – Lot n°2

L'index de changement de fournisseur correspond à l'index contractuel commun aux deux fournisseurs.

13.3.1. Points de livraison sur une option tarifaire de distribution T3

Concernant les points de livraison avec une option tarifaire de distribution T3, dont la relève est effectuée de façon mensuelle par le gestionnaire de réseau de distribution, **la facture est émise selon une fréquence mensuelle.**

Elle est établie sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD concerné. Dans le cas où le relevé n'a pas pu être réalisé, le titulaire a la possibilité d'utiliser un index estimé.

13.3.2. Points de livraison sur une option tarifaire T2 et/ou T1

Concernant les points de livraison avec une option tarifaire de distribution T2 et/ou T1 dont la relève est effectuée de façon semestrielle par le gestionnaire de réseau de distribution, **la facturation est émise selon une fréquence mensuelle.**

Dans le cas où le relevé n'a pas pu être réalisé, le titulaire a la possibilité d'utiliser un index estimé mais une relève réelle devra être opérée 2 fois l'an.

13.4. Modalités de facturation et mode de transmission

13.4.1. Documents de facturation

Conformément à la loi de Modernisation de l'Économie (LME) n° 2008-776 du 4 août 2008, Le groupement de commandes exige que les factures soient émises sous forme dématérialisée sous réserve qu'elles comprennent :

- Les mentions obligatoires devant figurer sur les factures conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II au code général des impôts,
- Le numéro de l'engagement juridique,
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique précitée dit « code service exécutant », numéro du service facturier,
- En cas de marché à bons de commande, le numéro du bon de commande.

Le numéro de marché figure sur l'acte d'engagement notifié au fournisseur.

En tant qu'entité de la sphère publique, le groupement de commandes reçoit ses factures **exclusivement via Chorus Pro.**

Pour la fourniture d'énergie, les données techniques transmises comprennent à minima :

- Identification complète du point de livraison (réf. PDL, adresse du site, code site)
- Relevés d'index (ancien index/nouvel index : date, valeur, type estimé/relevé, matricule compteur, poste horaire)
- Détail des lignes de facture, avec quantité facturée, unité, prix unitaire.

Une codification documentée doit permettre de déterminer de façon précise le type de prestation facturée (abonnement, consommation, transport/acheminement, taxe)

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes " flux " et " portail " sont disponibles à l'adresse internet suivante : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>. Le titulaire peut consulter à cette même adresse l'état de prise en charge de ses factures transmises sous forme dématérialisée.

Toute autre procédure de transmission de factures dématérialisées par le titulaire doit recevoir l'accord préalable du directeur général des finances publiques et du directeur du service à compétence nationale dénommé « Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'État.

Les documents listés ci-dessous sont disponibles sur un espace extranet dédié et sont transmis par courriel sur simple demande du groupement de commandes :

- Documents sous format de type « .PDF » qui sont l'image exacte des factures détaillées ;
- Fichier sous format de type Excel reprenant l'ensemble des données de facturation.

13.4.2. Facturation groupée

Chacun des membres définit les regroupements de factures souhaités sur l'annexe 2 - liste des points de livraison. La facturation pluri-PDL comporte un détail site par site.

Lors de la validation du « fichier périmètre » demandé à l'article 9 du présent CCP, Le groupement de commandes peut demander un ou plusieurs regroupement(s) de factures.

Les factures groupées sont des pièces comptables sur la base desquelles les prestations peuvent être payées par le comptable de chacun des membres du groupement.

Chacun des membres du groupement conserve toujours la possibilité que tout ou partie de leurs points de livraisons ne soient pas regroupés.

Le candidat fournira dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre un modèle de facture groupée.

13.4.3. Facturation détaillée

Chacun des membres définit les sites souhaités dont la facturation doit être détaillée (sans regroupement). Cette information est portée sur l'annexe 2 - liste des points de livraison.

Une facturation détaillée est éditée pour chaque point de livraison. Elle permet d'apprécier les différentes composantes de la facture.

Le candidat fournira dans son mémoire technique de l'Accord-Cadre un modèle de facture détaillée.

13.4.4. Pré-contrôle et gestion des erreurs de facturation

Cas particulier des premières factures du marché- vérification conformité :

Le titulaire du marché transmet une simulation de la 1ere facture par typologie de compteurs (1 facture simulée par segment et par tarif de distribution) au coordonnateur du groupement de commandes afin de valider la bonne mise en œuvre du marché.

Cas général durant la durée du marché :

Avant l'édition de chaque facture, le titulaire assure un contrôle permettant d'identifier et de remédier aux erreurs éventuelles.

Les mécanismes de contrôle utilisés par le titulaire permettent d'éviter l'édition de facture comportant des anomalies.

En cas d'erreur de facturation, chacun des membres du groupement de commandes est en droit de refuser la facture et d'en suspendre le paiement. Le titulaire dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires à dater de la demande de mise en conformité notifiée au titulaire par courriel.

Le processus de gestion des erreurs de facturation sera présenté par le titulaire lors de la réunion prévue à l'article 11.3.2 du présent CCP.

13.4.5. Paiement des sommes dues au titre de l'accès au réseau et des prestations spécifiques du catalogue du GRD

Conformément aux modalités contractuelles régissant le contrat unique, le titulaire du marché assure le paiement auprès du GRD des sommes dues pour l'accès au réseau de distribution d'électricité et gaz naturel et son utilisation, exception faite des prestations de raccordement donnant lieu au paiement de la contribution prévue à l'article L.342-6 du Code de l'énergie. La facturation de ces prestations est établie selon les tarifs appliqués du catalogue de prestations du GRD en vigueur au moment de l'intervention.

14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le groupement de commandes étant soumis aux règles de la comptabilité publique, le règlement s'effectuera à l'échéance sous forme de virement administratif des services finances de chaque membre.

Présentation des demandes de paiement pour les membres soumis aux règles de la comptabilité publique :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (chorus-pro.gouv.fr). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, de l'identifiant de la structure (SIRET) et du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce (**informations dans l'annexe 2 - Liste des points de livraison**).

14.1. Délai global de paiement

Le délai global de paiement est déterminé en fonction des règles applicables aux membres du groupement de commandes.

Les personnes publiques sont soumises à l'application de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours pour les établissements publics.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

14.2. Modalités de facturation

14.2.1. Dispositions générales

Les modalités de facturation sont indiquées dans le mémoire de chaque titulaire de l'Accord-Cadre et doivent respecter les clauses prévues à l'article 13 présent CCP.

Les factures ne respectant pas ces modalités donnent lieu à suspension du délai de paiement, jusqu'à présentation d'une facture conforme.

En cas de régularisation donnant lieu à un avoir, ce dernier vient en déduction de la facture suivante et peut donner lieu à l'émission d'un remboursement si l'avoir représente 30% de la facture globale estimée et sur demande du groupement de commandes. Le remboursement est également admis à l'issue du marché subséquent si la facture de clôture ne permet pas la déduction de la totalité de l'avoir. Le remboursement s'effectue par virement sous 30 jours maximum.

Lors de la phase de bascule, le titulaire et le bénéficiaire se rapprochent pour envisager la faisabilité de l'échange des données informatisées, notamment le format d'échange des données selon les systèmes d'information utilisés par chacun.

Le montant de la facture doit tenir compte des variations éventuelles du taux ou de l'assiette des taxes applicables.

14.2.2. Scission des flux de facturation par contrat**Facture de résiliation (cas où le titulaire entrant se succède à lui-même)**

Dans le cas où le titulaire est déjà fournisseur d'un point de livraison, ce dernier ne peut intégrer dans la facturation au titre du présent marché la fourniture relevant du contrat antérieur qu'il soit en offre de marché ou au Tarif Réglementé de Vente.

En ce cas, le titulaire établit séparément une facture de résiliation pour la période antérieure au marché subséquent concerné, sans surcoût.

Séparation des flux de facturation par marché

Au cas où un fournisseur est titulaire de plusieurs marchés subséquents, le titulaire sépare les flux de facturation par marché.

Ainsi, même dans le cas où les membres du groupement de commandes sont concernés par des points de livraison dans plusieurs marchés dont le titulaire est le même fournisseur, ce dernier doit malgré tout séparer les flux de facturation de ces membres par marché, le comptable public ne pouvant traiter une même facture regroupant des points de livraison rattachés à des marchés différents.

14.3. Avances

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché subséquent, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché subséquent. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 100 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché subséquent, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Garanties financières de l'avance

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur un engagement du montant total de l'avance consentie, fixée à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100.0 % du montant de l'avance.

Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

15. OBLIGATIONS

15.1. Obligations des titulaires de l'accord-cadre de réponse aux marchés subséquents

La notification de l'Accord-Cadre engage chacun des titulaires de l'Accord-Cadre à déposer une offre régulière, acceptable et appropriée à chaque mise en concurrence.

Les titulaires de l'Accord-Cadre, ne peuvent prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit avant le lancement de la procédure de mise en concurrence des marchés subséquents correspondants ou en l'absence de survenance du besoin.

15.2. Obligations des titulaires de chaque marché subséquent

15.2.1. Clause environnementale

Le titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, à mettre en œuvre des mesures visant à réduire l'impact environnemental des prestations, notamment sur :

- Les actions internes en matière de réduction des consommations
- L'origine de l'électricité et la traçabilité (si l'offre le prévoit)
- Le suivi des consommations et l'identification d'actions d'optimisation,
- L'accompagnement à la transition énergétique dans le cadre des services associés au marché (lorsque l'offre le prévoit)
- L'appui au développement des énergies renouvelables
- La réduction des impacts liés aux services associés (facturation, relation client, envois, etc.).

Les engagements et modalités de mise en œuvre présentés par le titulaire dans son mémoire technique au titre du critère environnemental de la notation technique constituent des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur peut demander tout complément utile permettant de vérifier le respect de la présente clause.

15.2.2. Clause sociale

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions visant à garantir le respect des obligations sociales légales notamment concernant l'accès à l'emploi et l'inclusion, les conditions de travail, la santé-sécurité et le bien-être au travail, l'éthique et la prévention des comportements inappropriés, la diversité, la non-discrimination et l'égalité professionnelle.

Dans un délai de 30 jours à compter de la notification, le titulaire transmet, au choix :

- Soit la copie d'un label / certification / évaluation RSE en cours de validité (ou équivalent) couvrant tout ou partie des thématiques ci-dessus
- Soit une charte éthique / code de bonne conduite (ou équivalent) ;
- Soit un plan d'actions synthétique décrivant les actions et moyens mis en œuvre sur ces thématiques.

Le pouvoir adjudicateur peut demander tout complément utile permettant de vérifier le respect de la présente clause.

15.2.3. Information liée à l'évolution du prix de la fourniture d'énergie électrique et de gaz naturel

Les titulaires des marchés subséquents sont tenus d'informer les membres du groupement de commandes des évolutions réglementaires qui pourraient impacter le prix de la fourniture d'énergie électrique ou de gaz naturel. Cela est notamment le cas des révisions du TURPE, des ATRD et ATRT, des évolutions du catalogue de prestations, des évolutions du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre, des évolutions en matière de garanties de capacité, des certificats d'économie d'énergie ainsi que des évolutions des taxes et contributions.

À chaque mouvement tarifaire et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'entrée en vigueur de ces évolutions, le titulaire transmet par courriel aux membres du groupement de commandes les nouvelles conditions tarifaires applicables.

15.2.4. Communication de fichiers aux membres du groupement

En cas de nécessité, à la demande de chacun des membres du groupement, le titulaire peut être amené à mettre à disposition les fichiers prévus à l'article 17 du CCP et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de la demande formulée.

Toutes les informations mentionnées ci-après sont adressées sous format numérique de type XLS au (x) membre(s) concerné(s) par transmission électronique.

En cas de modification de l'adresse courriel de contact, le titulaire en sera informé par courriel.

Communication du fichier numérique mensuel des données de consommations et de facturation

Le titulaire d'un marché subséquent adresse à chacun des membres du groupement de commandes, à chaque fin de mois et au plus tard sept (7) jours après la fin du mois, un fichier numérique reprenant l'ensemble des informations relatives aux données de consommations et de facturation, tel que défini à l'article 17.1 du présent CCP, pour toutes les factures émises durant le mois considéré sur l'ensemble des points de livraison.

Le titulaire est tenu de produire ce fichier et d'en assurer la transmission pour l'ensemble des périodes de facturation, y compris lorsque l'édition des factures est réalisée en dehors de la durée d'exécution des prestations de fourniture (cas des factures de clôture).

Communication du fichier numérique annuel des données de consommations et de facturation

Le titulaire d'un marché subséquent adresse à chacun des membres du groupement de commandes, au plus tard au 31/01 N+1, un fichier numérique (feuillelet récapitulatif) reprenant l'ensemble des informations relatives aux données de consommations et de facturation annuelle, tel que défini à l'article 17.2 du présent CCP, pour toutes les factures émises de l'année sur l'ensemble des points de livraison.

Le titulaire est tenu de produire ce fichier et d'en assurer la transmission pour l'ensemble des périodes de facturation, y compris lorsque l'édition des factures est réalisée en dehors de la durée d'exécution des prestations de fourniture (cas des factures de clôture).

15.3. Interlocuteur privilégié du groupement de commandes

Le titulaire met à disposition des membres du groupement de commandes **un seul interlocuteur identifié**, quel que soit le nombre de marchés subséquents dont il est titulaire, tel que mentionné à l'article 11.1 du CCP et dans son mémoire technique.

Le titulaire veille à la continuité de la prestation en identifiant des interlocuteurs remplaçants.

Tous les échanges (oraux et écrits) se font en français.

Un accès téléphonique dédié disponible aux heures ouvrables sera mis en service à compter de la date de notification du marché.

15.4. Communication par les titulaires

Préalablement à toute communication du titulaire, par voie de presse, commerciale ou publicitaire, relative aux prestations objet de l'Accord-Cadre, le titulaire transmet au coordonnateur du groupement de commandes, pour validation, le contenu de la communication envisagée, sauf s'il s'agit d'une simple mention, figurant sur ses supports commerciaux remis dans le cadre d'une réponse à un appel d'offres public (ou privé) en ce qui concerne les références de clients du titulaire.

Aucune communication ne peut être réalisée par le titulaire sans la validation formelle du coordonnateur du groupement.

15.5. Information liée à la modification des statuts des titulaires

Durant la période de validité de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents, le(s) titulaire(s) est / sont tenu(s) de communiquer aux membres du groupement de commandes, tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa/leurs société(s). S'il(s) néglige(nt) de se conformer à cette obligation, les membres du groupement de commandes ne sauraient être tenus pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du/des marché(s), du fait de modifications intervenues au sein de la / des société (s) et dont les membres du groupement de commandes n'auraient pas été informés.

16. ESPACE CLIENT EN LIGNE

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à mettre à disposition de **chaque membre du groupement de commandes**, un espace client dédié en ligne, sécurisé par identifiant et mot de passe, leur permettant notamment :

- Le suivi de leurs contrats et factures, des index de relève,
- Une visualisation et une extraction des informations de consommation et de facturation dans un format tableur non verrouillé contenant l'ensemble des informations présent sur la facture détaillée, avec une actualisation à chaque date d'émission de facture ;
- Une visualisation et une extraction des factures et du historique au format de type PDF ;
- Un accès à l'historique sur l'ensemble de l'exécution du contrat.
- La formulation de demandes concernant l'exécution du marché (questions, réclamations, ajout / retrait de PDL, interventions GRD, etc...)

Les documents de facturation doivent être disponibles sur la plateforme dès édition de la facture et pour tout l'historique du contrat.

Les factures devront être disponibles :

- Au format texte, en tant qu'image exacte des factures originales ;
- Au format tableur reprenant l'ensemble des données de facture détaillée

Chaque titulaire doit garantir un accès permanent à cet espace à chacun des membres du groupement de commandes, sauf intervention technique nécessaire anticipée par le titulaire, limitée à 24h et avec un délai de prévenance d'au moins 48h, ou sauf cause externe en dehors du champ de responsabilité du titulaire.

Cet espace doit être parfaitement sécurisé en limitant l'accès à chaque membre ou à un tiers dûment habilité par le membre concerné.

La mise à disposition des factures au format de type PDF et du ou des fichiers numériques des données de consommation et de facturation doit obligatoirement se faire en une seule manipulation.

Les moyens mis à disposition et l'accompagnement des membres du groupement pour assurer cette fonctionnalité sont exposés dans le mémoire technique du titulaire.

17. MISE À DISPOSITION DES DONNEES DE CONSOMMATIONS DE FACTURATION

17.1. Fichier des données de consommation et de facturation

Dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant l'émission de chaque facture et sur cette même fréquence, le titulaire du marché subséquent met à disposition de chacun des membres du groupement de commandes, l'ensemble des informations relatives aux données de facturation sous un format numérique de type tableur non verrouillé avec :

- En en-tête de colonne : Le libellé des champs de données ;
- Ligne par ligne : Les données concernant chaque point de livraison.

Au mémoire technique du titulaire figurent clairement les informations mentionnées dans ce fichier par son Système d'Information.

17.2. Feuillelet récapitulatif annuel

Pour chaque période de fourniture d'une durée égale à 12 mois, le titulaire met à disposition de chacun des membres du groupement de commandes, un feuillelet récapitulatif comportant le bilan des consommations, des puissances atteintes et des coûts, précisant les évolutions mensuelles, sur tableur exploitable ou compatible.

Ce feuillelet récapitulatif mettra également en évidence les optimisations tarifaires à réaliser pour les points de livraison concernés.

Le modèle de feuillelet récapitulatif ainsi que les délais et les modalités de sa mise à disposition sont décrits au mémoire technique du titulaire.

Les feuillelets récapitulatifs remis respectent également les engagements pris par le titulaire dans son mémoire.

18. PENALITES

Des pénalités seront dues par chaque titulaire de marché subséquent dans les cas suivants, par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-FCS.

- **En cas d'erreur de facturation ou de non-conformité** avec les exigences du CCP, chacun des membres du groupement de commandes sera en droit de refuser la facture et d'en suspendre le paiement. Le titulaire dispose d'un délai de 14 jours calendaires à dater de la demande de mise en conformité formulée par lettre recommandée (possibilité de recommandé électronique) par le membre concerné. En cas de non-conformité renouvelée ou en l'absence de réponse, une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire et par facture non conforme sera appliquée à compter du 15ème jour à dater de la réception de la demande par mail ou via l'espace client dédié.
- **En cas de défaut imputable au titulaire concerné :**

- D'intégration d'un point de livraison à la date fixée dans le marché subséquent ou sur demande pour le rattachement d'un nouveau point de livraison tel que précisé à l'article 10.1 du présent document ;
- De retrait d'un point de livraison à la date fixée dans la demande pour le détachement d'un point de livraison tel que précisé à l'article 10.2 du présent document ;

Le titulaire encourt une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard suivant la date de rattachement ou de détachement indiquée ;

- **En cas de non-transmission** à chacun des membres du groupement de commandes, de la première facture dans un délai maximum de 90 jours calendaires à compter de fin de la période de facturation déterminée selon les modalités précisées aux articles 13.2 et 13.3, le titulaire encourt une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard et pour chaque première facture non transmise.
- **En cas de non-réception de l'ordre de service** : si le titulaire du marché ne renvoie pas l'ordre de service de rattachement d'un nouveau point de livraison complété dans sa partie accusé réception dans le délai fixé à 10 jours calendaires, il sera appliqué une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard.
- **En cas de non-respect des délais de transmission des fichiers** définis au CCP à la demande de chacun des membres du groupement de commandes, pour des questions ponctuelles, le titulaire fera l'objet d'une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire et par fichier à dater du jour suivant le délai défini au CCP.
- **En cas de dépassement du délai de traitement des demandes relatives à l'accès au réseau**, fixées au CCP (5 jours), recensées en dehors de tout délai lié au GRD lui-même, ou du délai d'information de chacun des membres du groupement de commandes, relative au traitement du dossier par le GRD, le titulaire fera l'objet d'une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard à dater du jour suivant le délai fixé.
- **En cas d'indisponibilité de la plateforme de mise à disposition des données de facturation** en ligne définie à CCP, ou d'indisponibilité des données définies à l'article 17 du CCP, sur simple constat par un utilisateur de l'indisponibilité et en l'absence d'un cas prévu à l'article 17 du CCP, une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire d'indisponibilité débutant 48 heures après le jour du constat d'indisponibilité initial sera appliquée.
- **En cas de non-réponse à un marché subséquent** : en cas de non réponse à un marché subséquent, et en l'absence de justification écrite de cette non-réponse, une pénalité de cinq cent (500) euros sera appliquée au titulaire sans mise en demeure préalable et versée au coordonnateur du groupement de commandes.
- **En cas de non mise à disposition des garanties d'origine pour le lot n°1** définis au CCP pour l'année N-1 et avant le 31 janvier N+1, le titulaire fera l'objet d'une pénalité de cinq cent (500) euros.

Ces différentes pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant maximum des pénalités est limité à **5%** du montant initial estimatif HTVA du marché subséquent concerné (fourniture et CEE, hors acheminement, hors taxes et TVA).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro.

19. AUTORISATION DE FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ NATUREL

Les fournisseurs souhaitant exercer l'activité d'achat d'électricité et/ou de gaz naturel pour revente aux consommateurs finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes doivent être titulaires d'une autorisation délivrée par l'autorité administrative conformément aux articles L 333-1 et L 443-1 suivants du Code de l'énergie et remise dans le dossier de candidature.

20. ASSURANCES

Conformément aux articles R2142-1 à R2142-5 du code de la commande publique, les candidats devront produire, à l'appui de leurs candidatures, les pièces suivantes :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun des cas mentionnés aux R2143-3 du code de la commande publique et notamment qu'ils sont en règles au regard des articles L.5212-1 à L5212-11 du Code du travail ;
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.

Conformément à l'article R2144-7 du code de la commande publique, tout candidat ou soumissionnaire se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfaisant pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne pouvant produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, verra sa candidature déclarée irrecevable et sera éliminée.

21. CESSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES

En vertu de la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises (loi "Dailly") et des articles L.313-23 et suivants du Code Monétaire et financier, le titulaire peut céder ou nantir les créances liquides ou exigibles.

En vertu de l'article L.313-23 du Code Monétaire et financier, les cessions ou nantissemments de créances sont réalisées par simple remise par le cédant au cessionnaire d'un bordereau dénommé "acte de cession de créances professionnelles" ou "acte de nantissement de créances professionnelles". Après notification prévues à l'article L. 313-35 et selon les dispositions de l'article L.313-28, l'établissement de crédit (le cessionnaire) peut, à tout moment, interdire au débiteur de la créance cédée ou nantie de payer entre les mains du signataire du bordereau (le cédant). Dès lors, le débiteur ne se libère valablement qu'auprès de l'établissement de crédit.

De plus, par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, pour les personnes morales de droit public, à la demande du titulaire, le groupement de commandes remet à ce dernier, un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (article R2191-46 du code de la commande publique). Ce certificat est ensuite notifié en recommandé par l'établissement de crédit cessionnaire ou par huissier en cas de cession ou nantissement à une autre personne morale au comptable public assignataire.

22. CONFIDENTIALITÉ et MESURES DE SÉCURITÉ

22.1. Propriété intellectuelle

Ce document est protégé par les droits de propriété intellectuelle et est la propriété exclusive du cabinet Unixial et du groupement de commandes. Ainsi, toute reproduction totale ou partielle par

quelque procédé que ce soit, sans autorisation expresse du cabinet Unixial et du groupement de commandes est strictement interdit.

22.2. Obligation de confidentialité

Chaque titulaire et chacun des membres du groupement de commandes qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou des membres, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître les contenus. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

22.3. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 Avril 2016 applicable à compter du 25 Mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le Sous-traitant, titulaire du marché, est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement, l'acheteur public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : fourniture et acheminement en électricité et gaz naturel du groupement de commandes.

La nature des opérations réalisées sur ces données est :

- >Collecte (captation directe par le sous-traitant de données personnelles)
- >Organisation (classement des données par le sous-traitant)
- >Conservation (stockage des données sur une certaine durée par le sous-traitant)
- >Extraction (sélection de données pertinentes dans un ensemble de données par le sous-traitant)
- >Consultation (prise de connaissance des données par le sous-traitant)
- >Utilisation (toute forme d'exploitation des données par le sous-traitant)
- >Communication (diffusion des données par le sous-traitant, par exemple à un sous-traitant ultérieur de ce dernier)

La finalité du traitement est : fourniture et acheminement en électricité et gaz naturel et services associés

Les données à caractères personnel traitées sont les suivantes :

- >Nom/Prénom
- >Coordonnées téléphoniques
- >Adresse physique

->Adresse électronique

Dans le cadre du traitement de données à caractère personnel décrit ci-dessus, le Sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données à caractère personnel uniquement aux fins de réalisation de la prestation objet du présent contrat, et conformément aux instructions du responsable de traitement ;
- Veillez à ce que le groupement de commandes, et s'il y a lieu d'être, toutes les personnes agissant pour son compte, autorisés à traiter les données, soient soumis à une obligation de confidentialité ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité physique comme numérique des données à caractère personnel ;
- Aider le responsable de traitement à donner suite aux demandes dont les personnes concernées peuvent le saisir en vue d'exercer les droits qu'elles détiennent en vertu du règlement européen sur la protection des données, notamment en redirigeant sans délai de telles demandes s'il en reçoit vers l'adresse mail du groupement de commandes ;
- Aider le responsable de traitement à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des articles 32 à 36 du règlement européen sur la protection des données, notamment en l'informant sans délai de toute violation de données ;
- En fin de contrat, et au choix du responsable de traitement, supprimer ou restituer les données à caractère personnel au responsable de traitement, et le cas échéant de confirmer la suppression par écrit ;
- Ne recruter un autre sous-traitant qu'avec accord préalable du responsable de traitement, et le cas échéant, reporter sur cet autre sous-traitant l'ensemble des obligations prévues par la présente clause
- Mettre à la disposition du responsable de traitement toute information nécessaire lui permettant de vérifier le respect des obligations prévues par la présente clause.

23. RESILIATION ET DEFAILLANCE

Il sera fait application du chapitre 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) pour les marchés.

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Par dérogation aux articles 38 et suivants du CCAG FCS, dans un cas de résiliation autre que celui lié à une interdiction de fourniture d'électricité, la résiliation prend effet dans un délai de trente et un (31) jours à compter de sa notification de manière à ce que le changement de fournisseur pour les points de livraison concernés s'opère sans interruption de la fourniture.

Dans tous les cas, le changement de fournisseur consécutif à la résiliation s'effectue sans suspension de fourniture.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014), si l'acheteur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire ou de ses sous-traitants au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du même Code, il enjoint aussitôt à l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise, mise en demeure par l'acheteur, doit apporter, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut, le marché pourra être rompu sans indemnités, aux frais et risques du cocontractant.

24.LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les CCI sont engagées dans la lutte contre toute forme d'atteinte à la probité.

A ce titre, elles portent une attention particulière à ce que toute personne ou société en relation avec la CCI pour adhérer aux mêmes principes et valeurs d'intégrité et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur.

En conséquence, les Parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II), et d'une manière générale, tous principes généraux du droit international et toutes dispositions réglementaires et législatives équivalentes.

Plus particulièrement, le titulaire s'engage fermement à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, fraude, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans toute procédure pour des faits précités. Le titulaire garantit que ses sous-traitants éventuels, intervenant pour le compte du titulaire dans le cadre du présent contrat, respectent les dispositions du présent article.

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires et adaptées au regard de la taille et de la structure de son entreprise et s'engage à mettre en œuvre les mesures, procédures et codes de conduite destinés à prévenir et à détecter les risques d'atteinte à la probité, tant au sein de son organisation qu'à l'égard de ses sous-traitants éventuels.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement chaque CCI de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

Tout manquement de la part du Titulaire aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant la de la Vienne, si bon lui semble, à résilier le présent contrat sans préavis ni indemnité, mais sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels chaque CCI pourrait prétendre du fait d'un tel manquement.

25. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- Dérogation aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS apportée par l'article 18 du CCP
- Dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS apportée par l'article 21 du CCP
- Dérogation aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS apportée par l'article 23 du CCP

26. LISTE DES ANNEXES AU CCP

Annexe 1 : Le cadre de réponse technique par lot

Annexe 2 : Liste des points de livraison et des données associées par lot

Annexe 3 : Autorisation d'accès aux données du gestionnaire de réseau

Annexe 4 : Liste exhaustive des membres du groupement de commandes